

entreprises (PME) canadiennes en les aidant à trouver des partenaires d'investissement étrangers;

- l'identification et la prise en compte systématique des facteurs du climat de l'investissement au Canada qui préoccupent les investisseurs;
- la formation de nouveaux partenariats entre les trois paliers de gouvernement et entre les secteurs public et privé pour attirer et retenir l'investissement dans toutes les régions du pays.

Ce document a pour objet de décrire une stratégie inspirée de celle du gouvernement et adaptée non seulement pour le Japon mais aussi pour les autres économies d'Asie-Pacifique, qui sont d'importantes sources d'investissement étranger au Canada aussi bien à court terme qu'à long terme. Les économies sont classées en quatre « Groupes » en fonction de leur potentiel d'investissement.

Classement des économies

Du point de vue de la possibilité d'attirer au Canada leurs investissements, on peut classer les économies en quatre groupes en fonction du produit intérieur brut (PIB) par habitant, de la disponibilité en devises étrangères et du haut degré de perfectionnement de l'industrie en général. Dans le tableau 1, les économies sont regroupées selon le PIB par habitant et d'autres caractéristiques. Dans le Groupe 1 figure comme principale source de capitaux, de technologies et de savoir-faire en gestion et en commercialisation le Japon, qui est, de loin, l'économie la plus avancée et le moteur économique de l'Asie. Le Japon est en outre le principal partenaire asiatique du Canada sur le plan des échanges et de l'investissement et c'est lui qui présente les meilleures possibilités de coopération avec le Canada pour la réalisation de projets dans d'autres pays d'Asie. Bien que le Japon constitue en soi une catégorie, Hong Kong et Singapour ont néanmoins été classés avec lui dans le Groupe I. Une des caractéristiques importantes de ces trois pays (et de Brunéi) est que leur PIB par habitant exprimé en équivalent parité des pouvoirs d'achat (PPA) est considérablement inférieur à leur PIB par habitant. Par exemple, le Japon affiche un PIB par habitant de 35 800 \$ US, mais un PIB par habitant exprimé en équivalent PPA de 22 000 \$ seulement. Cela signifie que les investissements japonais à l'étranger ont un bien meilleur rendement que les investissements intérieurs, ce qui force plus ou

moins le Japon à investir à l'étranger. De même, les autres économies à revenu élevé affichant un PIB par habitant exprimé en équivalent PPA relativement faible recherchent également des possibilités de diversification stratégique à l'étranger.

Dans le Groupe II figurent Taïwan, la Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces économies ont des monnaies très alignées, de sorte que leur PIB par habitant et leur PIB par habitant exprimé en équivalent PPA sont davantage équilibrés. Étant donné que l'IED de ces économies n'est pas dicté par les prix, les possibilités d'investissement intérieur et à l'étranger présentent un potentiel de rendement semblable, de sorte que ces économies ne recherchent des occasions d'investir à l'étranger que pour des raisons propres à des secteurs bien précis.

Dans le Groupe III sont classés la plupart des autres pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), soit la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie. Dans ces cas, en général, les investissements intérieurs donnent de meilleurs résultats que les investissements à l'étranger, quoique certains groupes industriels rentables puissent vouloir se diversifier à l'étranger.

La décision des autorités thaïlandaises de laisser flotter le baht devant la persistance des pressions à la vente exercées sur la monnaie a entraîné une baisse de 30 % de la valeur du baht entre juin et septembre 1997. Cette baisse a déclenché un réaligement régional, qui s'est traduit par une dépréciation importante des devises des pays voisins, soit les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie et Singapour. Les gouvernements et les banques centrales de chacun de ces pays se sont empressés de prendre des mesures pour tenter d'amoindrir l'impact économique de la dépréciation des monnaies, et les ministres des Finances des pays de l'ANASE ont accepté d'adopter une position commune en matière de spéculation. La région connaît son premier ralentissement après plus de dix ans d'expansion économique sans précédent, mais rien, à ce stade, ne permet d'affirmer que ce repli aura les proportions de la crise qui a frappé le Mexique en 1994-1995. Le mouvement de croissance dans la région et à l'échelle internationale est encore fort, l'inflation est contenue et les gouvernements nationaux de la région sont, en général, en bonne situation financière. La principale préoccupation demeure l'ampleur des déficits courants qu'affichent bon nombre de ces économies et qui les rend vulnérables en cas d'affaiblissement de leurs exportations.